



OPEN DIALOGUE

Soumission à la Commission européenne
pour examen dans le cadre du dialogue UE-Moldavie sur les droits de l'homme

MOLDAVIE : PERSÉCUTION POLITIQUE DES CRITIQUES ET DES OPPOSANTS AUX AUTORITÉS

La Fondation Open Dialogue (Open Dialogue Foundation – ODF) a été créée en Pologne en 2009 à l'initiative de Lyudmyla Kozlovska, étudiante ukrainienne et militante civique (actuellement présidente de la Fondation). Depuis sa création, les [objectifs statutaires](#) de la Fondation incluent la protection des droits de l'homme, de la démocratie et de l'État de droit dans la région post-soviétique. A l'origine, la Fondation s'est concentrée principalement sur le Kazakhstan, la Russie, l'Ukraine et – depuis 2016 – sur la Moldavie, mais cette zone d'intérêt a été élargie en juillet 2017 en raison de la détérioration rapide de la situation en Pologne et dans d'autres États membres de l'UE touchés par des politiques antilibérales mises en œuvre par leurs gouvernements populistes.

L'ODF poursuit ses objectifs par l'organisation de missions d'observation, en particulier dans les cas individuels de violation des droits de l'homme. Elle plaide également en faveur d'une législation internationale qui serait davantage au service des droits de l'homme, telle que la loi Magnitsky ou l'ajout de clauses de conditionnalité aux programmes d'aide financière de l'UE et internationaux destinés aux États non démocratiques et aux régimes hybrides. La Fondation possède également une vaste expérience dans le domaine de la protection des droits des prisonniers politiques et des réfugiés.

Sur la base de ses travaux, l'ODF publie des [rapports analytiques](#) et les diffuse auprès des institutions de l'UE, de l'OSCE, du Conseil de l'Europe, de l'ONU, d'autres organisations des droits de l'homme, des ministères et parlements des affaires étrangères, ainsi que des médias. Elle coopère activement avec les parlementaires qui s'occupent des affaires étrangères, des droits de l'homme et des relations avec les pays tiers sous surveillance.

L'ODF plaide pour la [réforme d'Interpol](#) et, plus récemment, du Système d'information Schengen (SIS), en empêchant que leurs mécanismes ne soient utilisés par des régimes autoritaires et hybrides pour persécuter leurs opposants.

En 2013/14, la Fondation a organisé une mission pour soutenir la société civile ukrainienne dans sa lutte pour l'intégration européenne pendant la [Révolution de la Dignité](#) sur la place Maïdan à Kiev. Suite à l'agression russe en 2014, le [programme d'aide humanitaire](#) de l'ODF qui a démarré sur le Maïdan a été étendu pour aider les personnes touchées par la guerre dans l'Est. De 2014 à 2016, l'ODF a géré un grand centre de soutien à Varsovie sous le nom de « [Ukrainian World](#) », proposant une aide dans la vie quotidienne aux migrants et favorisant l'intégration polono-ukrainienne.

La Fondation possède des bureaux de représentation permanents à Varsovie et à Bruxelles.

Droits d'auteur : Open Dialogue Foundation, Mai 2019.

00-580 Varsovie, Aleja Szucha 11a, bureau 21

Tél. +48 22 307 11 22

E-mail: odfoundation@odfoundation.eu ; lyudmylakozlovska@odfoundation.eu

Site Web : <https://en.odfoundation.eu/>

La réimpression de tout ou partie du matériel contenu dans le présent document est autorisée, en mentionnant la Fondation Open Dialogue comme source.

Table des matières:

1. RÉSUMÉ	4
2. CAS INDIVIDUELS.....	4
3. LE CAS DE LA FONDATION OPEN DIALOGUE ET DE LYUDMYLA KOZLOVSKA	15
4. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	17

1. RÉSUMÉ

La tendance à violer les normes démocratiques et l'État de droit en Moldavie se poursuit. Le système de maintien de l'ordre et le système judiciaire sont utilisés pour poursuivre les opposants et les militants de la société civile qui s'opposent à l'usurpation du pouvoir dans le pays. Des représentants de la société civile et de l'opposition sont victimes des poursuites pénales douteuses et des campagnes de dénigrement menées par les médias moldaves.

Depuis plusieurs années, la Fondation Open Dialogue surveille le respect des droits de l'homme et des normes démocratiques en Moldavie et informe la communauté internationale des résultats de ses activités. En particulier, la Fondation a signalé à plusieurs reprises que la Moldavie abandonnait rapidement les normes démocratiques. Un cercle restreint d'individus qui sont arrivés au pouvoir utilise l'État à des fins d'enrichissement personnel et de représailles contre leurs opposants et critiques politiques. Le principe de l'État de droit est bafoué dans le pays, l'espace pour la libre activité des médias indépendants et des organisations de défense des droits de l'homme est réduit et des cas de poursuites pénales à motivation politique sont signalés.

En réponse aux critiques, les autorités moldaves ont mené une enquête sur l'activité « subversive » de la Fondation Open Dialogue et ont engagé une procédure pénale contre sa présidente Lyudmyla Kozlovska.

Les poursuites pénales fondées sur des accusations criminelles douteuses sont une méthode populaire de lutte contre les opposants et les critiques politiques en Moldavie. Dans ses rapports précédents, la Fondation Open Dialogue¹ a cité des exemples d'affaires pénales, qui s'accompagnent de violations de procédure et portent des signes de motivation politique.

On trouvera ci-après 17 cas concrets de poursuites qui portent des signes de motivation politique et continuent à l'heure actuelle :

- La poursuite des militants de l'opposition et des participants aux manifestations antigouvernementales - **Alexandru Machedon, Serghei Cebotari, Grigore Petrenco, Pavel Grigorciuc, Alexei Alexeev, Alexander Raichuk, Gheorghe Petic, Ruslan Verbițchi.**
- La poursuite des avocats et des juges dans le cadre de leurs activités professionnelles – **Ana Ursachi, Eduard Rudenco, Veaceslav Turcan, Maxim Belinschi, Alexandru Bernaz, Ion Crețu, Domnica Manole, Gheorghe Balan.**
- La poursuite des défenseurs des droits humains étrangers – le cas de **Lyudmyla Kozlovska** et de la Fondation Open Dialogue.

2. CAS INDIVIDUELS

Grigore Petrenco – l'un des chefs du parti de gauche « Le Bloc Rouge ». Lui et six autres manifestants ont été accusés d'avoir « orchestré et participé à des émeutes de masse » (article 285 du Code pénal). Le 6 septembre 2015, à Chisinau, ils ont participé à des actions de protestation avec des milliers d'autres manifestants, réclamant la démission de hauts fonctionnaires et des sanctions pour le détournement de fonds du système bancaire du pays.

Dans le rapport du Département d'État américain pour l'année 2016, le cas du « groupe de Petrenco » est mentionné dans la section « Prisonniers et détenus politiques ».² En février 2016, un

¹ <http://en.odfoundation.eu/a/8188,the-captured-state-politically-motivated-prosecution-in-moldova-and-usurpation-of-power-by-vladimir-plahotniuc> ; <https://en.odfoundation.eu/a/8188,the-captured-state-politically-motivated-prosecution-in-moldova-and-usurpation-of-power-by-vladimir-plahotniuc>

² <https://www.state.gov/documents/organization/265662.pdf>

groupe de membres du Bundestag a appelé le gouvernement allemand à prêter attention au contexte politique dans les poursuites contre Grigore Petrenco.³ Le 25 janvier 2017, dans une déclaration écrite, 23 membres de l'APCE ont qualifié Petrenco de « victime d'une campagne diffamatoire des autorités moldaves »⁴.

Le 28 juin 2017, le tribunal a condamné Petrenco à une peine de 4,5 ans d'emprisonnement avec sursis. D'autres manifestants, notamment : Mihail Amerberg, Pavel Grigoriuc, Alexandr Roșco, Vladimir Jurat, Oleg Buznea et Andrei Druz ont été condamnés à des peines de 3 à 4,5 ans de prison avec sursis. En août 2017, Petrenco a quitté la Moldavie. Peu après, il a informé les journalistes que le 18 octobre 2017, l'Allemagne lui avait accordé l'asile politique⁵.

Le 12 avril 2019, la Cour d'appel a confirmé la sentence. Toutefois, l'un des juges de la Chambre d'appel, **Svetlana Balmush**, n'était pas d'accord avec cette décision. Elle a exprimé une opinion séparée selon laquelle les condamnés n'étaient pas coupables, car leurs actes ne présentaient pas les caractéristiques d'une infraction pénale⁶. Quelques jours après la décision de la Chambre d'appel, Svetlana Balmush a démissionné⁷.

Les condamnés ont fait appel devant la CEDH contre l'arrestation illégale et les conditions de détention inappropriées. La CEDH a accepté de réexaminer l'affaire⁸.

Pavel Grigoriuc est un militant civique. Il est connu pour sa participation à une action de protestation près du bâtiment du Bureau du Procureur général de Moldavie en septembre 2015, avec Grigore Petrenco. Pour sa participation à l'action, il a été condamné à 4 ans de prison avec sursis.

Le 21 mars 2019, une altercation verbale a eu lieu entre Pavel Grigoriuc et un député du Parti démocratique, Serghei Sirbu. Sirbu affirme avoir été battu par Grigoriuc pendant l'altercation. Selon Grigoriuc, il a giflé le député. L'avocat de Grigoriuc, Eduard Rudenco, était présent lors de l'incident.

Après l'incident, Sirbu a été hospitalisé et aurait reçu un diagnostic de blessure craniocérébrale fermée, de commotion cérébrale et de contusion des tissus mous. Sirbu est allé à la police et a dit qu'il avait été attaqué par deux hommes. Dans le cadre de cet événement, une procédure pénale a été engagée en vertu de la deuxième partie de l'article 278 du Code pénal de la République de Moldavie (« hooliganisme par deux personnes ou plus »). L'avocat Eduard Rudenco est également jugé dans cette affaire en tant que complice du crime⁹.

Grigoriuc admet qu'il a commis une infraction, mais il estime qu'il n'est pas correct de la qualifier d'infraction pénale. Le 23 mars 2019, Grigoriuc a été arrêté. Il est possible que la peine avec sursis imposée à Grigoriuc dans le cas de Petrenco puisse maintenant être convertie en peine d'emprisonnement. Il risque aussi une peine de prison pour hooliganisme.

Ana Ursachi – avocate moldave et militante de la société civile. Elle participe à des affaires très médiatisées, en particulier, elle défend les intérêts des opposants à Vladimir Plahotniuc. En septembre et octobre 2016, les médias appartenant à Plahotniuc (par exemple Canal3, Publica TV et Prime) ont lancé une campagne pour discréditer Ursachi. Dans leurs récits, ils ont étiqueté Ursachi « d'avocate du diable » et allégué qu'elle avait été « impliquée dans un meurtre commis 20 ans auparavant »¹⁰. En

³ <http://dip21.bundestag.de/dip21/btd/18/075/1807534.pdf>

⁴ <http://www.assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-XML2HTML-en.asp?fileid=23437&lang=en>

⁵ <http://newsmaker.md/rus/novosti/grigoriya-petrenko-vzval-berlin-on-poluchil-politicheskoe-ubezhishche-v-germanii-34173>

⁶ <http://newsmaker.md/rus/novosti/est-shansy-cto-sistema-prognila-ne-do-kontsa-odna-iz-sudey-ap-ne-soglasilas-s-pri-42930>

⁷ <http://newsmaker.md/rus/novosti/moldavskaya-yustitsiya-nezavisima-ot-lyuboy-formy-nezavisimosti-kak-v-seti-otreagi-43031>

⁸ <https://promolex.md/14764-ctedo-a-comunicat-guvernului-cauza-petrenco-si-altii-v-republica-moldova/?lang=ro>

⁹ <http://newsmaker.md/rus/novosti/delo-o-pobitom-deputate-syrbu-grigorichuku-prodlili-arest-eshche-na-30-sutok-42992>

¹⁰ <http://ru.odfoundation.eu/a/7989,moldova-presledovanie-advokata-anny-ursaki>

octobre 2016, le procureur général Eduard Harunzhen a relancé l'affaire pénale afin de « déterminer dans quelle mesure Mme Ursachi était impliquée dans ce crime ».

Dans le cas d'Ursachi, le délai de prescription de 15 ans a expiré en 2012. En outre, comme l'ont fait remarquer Ursachi et ses avocats Anatoliy Istrate, Angela Istrate et Yulian Rusanovsky, il y a 20 ans, les forces de l'ordre avaient déjà mené une enquête contre elle, mais l'affaire était close. Par conséquent, l'avocat souligne une violation du principe *non bis in idem* (nul ne peut être jugé ou puni deux fois pour le même acte).

Mme Ursachi a demandé que le tribunal déclare illégale la décision de reprendre l'affaire pénale sur le meurtre. En décembre 2016, le juge Dorin Munteanu a rendu une décision sur l'impossibilité d'émettre un mandat d'arrêt contre Anna Ursachi avant l'examen de sa plainte concernant l'illégalité de la reprise du procès pénal. Le 31 janvier 2016, le procureur général Eduard Kharunzhen a engagé la responsabilité pénale du juge Dorin Munteanu. Le Conseil supérieur de la magistrature a autorisé le parquet à engager des poursuites pénales. Munteanu a été accusé « d'avoir pris une décision illégale » dans l'une de ses affaires¹¹. Anna Ursachi estime que la véritable raison de ces accusations était la position du juge sur son cas.

Le 20 mars 2017, les autorités moldaves ont engagé une procédure pénale contre Ursachi en vertu de l'article 327 du Code pénal (« abus de pouvoir »). En 2012, elle a été accusée d'activités illégales dans la fourniture de conseils juridiques. Mme Ursachi a souligné qu'elle exerçait ses activités professionnelles et que l'article 327 du Code pénal ne peut être appliqué à un avocat.

Le 29 mars 2018, le juge du tribunal central de Chisinau, Nikolay Korcha, a fait droit à la demande du parquet concernant l'arrestation d'Anna Ursachi. L'arrestation a été sanctionnée pour une période de 30 jours. L'audience s'est déroulée sans la participation des avocats d'Ursachi, Yulian Rusanovsky et Eduard Rudenco. L'avocat de l'État Mikhail Lebedinsky était impliqué dans cette affaire. **Il convient de noter que différents avocats sont indiqués dans la décision du tribunal avec justification de l'arrestation et dans le mandat d'arrêt lui-même.** Ainsi, la décision indique que Lebedinsky a participé aux procédures judiciaires, tandis que le mandat indique qu'il s'agissait de Rusanovsky et Rudenco. En même temps, le dispositif du mandat précise qu'il a été délivré le 27 mars 2018, bien que l'audience ait eu lieu le 29 mars 2018¹². Cela indique **que le mandat d'arrestation aurait pu être imprimé à l'avance** ; les noms des avocats : Rusanovsky et Rudenco y ont été cités, mais, finalement, ils n'ont pas participé à la séance du tribunal.

Selon Anna Ursachi, le 26 mars 2017, une notification en son nom a été envoyée au Conseil national de l'aide juridictionnelle fournie par l'État, dans laquelle il est dit qu'elle refuse les services de tout avocat d'État, car elle ne fait confiance qu'à ses défenseurs.

Selon Anna Ursachi, la « notice rouge » d'INTERPOL a été publiée à son nom. Cela signifie qu'elle peut être détenue à tout moment à la demande de la Moldavie.

Des représentants de la communauté internationale ont déclaré à maintes reprises que les poursuites pénales engagées contre l'avocate Ana Ursachi sont liées à ses activités professionnelles. En particulier, les organisations de défense des droits de l'homme Amnesty International, Destination Justice, l'ambassadeur d'Allemagne en Moldavie, le chef de la commission de la démocratie et des droits de l'homme de l'AP OSCE, Ignacio Sanchez Amor¹³, le chef de la délégation européenne en Moldavie Pirkka Tapiola¹⁴, environ 15 députés du Parlement européen¹⁵, plus de dix députés du Sejm polonais¹⁶ et cinq

¹¹ <https://ru.crimemoldova.com/news/rassledovaniya/sudya-dorin-muntyanu-popadet-pod-sledstvie-za-vynesenie-nezakonnogo-opredeleniya/>

¹² <http://omg.md/index.php?newsid=14516>

¹³ <https://en.odfoundation.eu/a/8579,the-chair-of-the-osce-pa-general-committee-on-democracy-human-rights-and-humanitarian-questions-addresses-the-authorities-of-kazakhstan-and-moldova>

¹⁴ <http://jurnal.md/en/social/2016/12/13/head-of-eu-delegation-pirkka-tapiola-condemns-the-cases-of-selective-justice-and-persecution-of-press-be-it-jurnal-or-other-institution/>

parlementaires italiens¹⁷ ont fait des déclarations pour défendre Ursachi. Le cas d'Ursachi est mentionné dans une déclaration écrite du 25 janvier 2017 sur les pressions politiques exercées sur les représentants de la société civile en Moldavie, signée par 23 membres de l'APCE¹⁸, ainsi que dans la déclaration écrite du 12 octobre 2017 sur la violation des obligations internationales de la Moldavie, signée par 31 membres de l'APCE¹⁹.

Eduard Rudenco est un avocat qui participe à la défense d'Anna Ursachi et d'autres opposants à l'oligarque Vladimir Plahotniuc. Rudenco a déclaré que lui et sa famille faisaient l'objet d'une surveillance. Selon Rudenco, depuis 2015, les forces de l'ordre exigent qu'il cesse de défendre certaines personnes et le menacent de poursuites pénales.²⁰

En 2016, les autorités moldaves ont engagé trois procédures pénales à l'encontre de Rudenco pour « trafic d'influence » (article 326 du CC) dans le cadre son cabinet d'avocat en 2009, 2011 et 2014. En 2017, la quatrième procédure pénale a été engagée contre Rudenco pour « infraction aux règles de sécurité routière » (article 264 du CC). Il a été accusé de conduite sous l'influence de l'alcool. Rudenco a fait appel contre les résultats de l'examen, déclarant que la quantité d'alcool dans le sang ne dépassait pas la limite et n'était pas suffisante pour engager une action pénale. Dans toutes les affaires pénales, les procès se poursuivent et Rudenco risque une peine de prison.

En outre, Rudenco souligne que les médias pro-gouvernementaux s'efforcent de le discréditer en diffusant systématiquement de fausses informations sur sa vie personnelle.²¹

En mars 2019, Eduard Rudenco a été impliqué dans une autre affaire pénale. Une altercation verbale a eu lieu entre le militant civil Pavel Grigorciuc et le député Serghei Sirbu. Le député a accusé Pavel Grigorciuc de l'avoir battu, et une procédure pénale a été ouverte contre ce dernier. Eduard Rudenco, qui est l'avocat de Grigorciuc, était présent lors de l'incident et a été accusé de complicité dans ce crime. Plus tard, Serghei Sirbu a confirmé que Rudenco n'était pas impliqué dans son agression.²² Toutefois, l'affaire pénale contre l'avocat reste ouverte.

Dans le rapport sur le pays 2017/2018 d'Amnesty International, il était indiqué que Rudenco continuait de faire l'objet de campagnes de diffamation dans les médias pro-gouvernementaux et que les autorités le harcelaient dans le cadre de son travail.²³

Alexandru Machedon – le propriétaire du groupe de sociétés « StarNet » (l'un des plus grands sur le marché des télécommunications de la Moldavie). Machedon soutient certaines organisations de la société civile et est l'un des parrains du parti d'opposition « Plateforme dignité et vérité ». Il a géré le siège du chef du parti, Andrei Nastase, lors de l'élection du maire de Chisinau en 2018. Machedon

¹⁵ Ramona Manescu, Ana Gomes, Rebecca Harms, Benedek Javor, Helmut Scholz, Jaromir Stetina, Gabriele Zimmer, Petras Auštrevičius, Michał Boni, Mark Demesmaeker, Kazimierz Michał Ujazdowski, Hannu Takkula, Tunne Kelam, Indrek Tarand, Julie Ward: <http://en.odfoundation.eu/a/8493,meps-support-politically-prosecuted-individuals-in-moldova-and-urge-government-authorities-to-abide-by-their-commitments-to-the-rule-of-law-and-respect-for-human-rights>;

¹⁶ Kornelia Wróblewska, Marcin Świąćicki, Katarzyna Lubnauer, Ryszard Wiczyński, Jakub Rutnicki, Marek Krząkała, Joanna Scheuring-Wielgus, Zbigniew Koźwiński, Dorota Rutkowska, Jerzy Meysztowicz, Adam Szlapka, Ewa Lieder.

¹⁷ Sergio Lo Giudice, Gaetano Borioli, Monica Cirinnà, Erica D'Adda et Mme Camilla Fabbri: <http://en.odfoundation.eu/a/8545,representatives-of-the-italian-parliament-address-interpol-s-authorities-to-continue-implementation-of-arrest-warrants-system-reform>

¹⁸ <http://semantic.pace.net/tools/pdf.aspx?doc=aHR0cDovL2Fzc2VtYmx5LmNvZS5pbmQvbnVvcveG1sL1hSZWYyWDJlLURXLWV4dHluYXNwP2ZpbGVpZD0yMzQzNyZsYW5nPUVO&xsl=aHR0cDovL3NlbWFudGijcGFJZS5uZlXQvWHNsdC9QZGYvWFJlZi1XRC1BVC1YTUwYUERGlnhzbA==&xsltparams=ZmlsZWlkPTIzNDM3>

¹⁹ <http://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-DocDetails-EN.asp?FileID=24224&Lang=EN>

²⁰ https://ru.crimemoldova.com/news/politika/eduard-rudenco-za-mnoy-sledyat-bolee-polugoda-potomu-chto-ya-soglasilsya-zashchishchat-platona/?sphrase_id=12481; <http://omg.md/index.php?newsid=12951>

²¹ <https://point.md/ru/novosti/proisshestviya/eduarda-rudenco-zastali-s-devushkoi-liogkogo-povedeniia>; <http://www.canal3.md/ru/advokat-platona-by-lyan-za-rulyom-47243.html>

²² <http://newsmaker.md/rus/novosti/delo-o-pobitom-deputate-syrbu-grigorichuku-prodlili-arest-eshche-na-30-sutok-42992>

²³ <https://www.amnesty.org/en/countries/europe-and-central-asia/moldova/report-moldova/>

soutient le mouvement de protestation, ce qui, comme il l'a déclaré, a été la raison de la persécution orchestrée par Vladimir Plahotniuc.

Les autorités de l'Etat ont tenté à plusieurs reprises de priver « StarNet » de sa licence, accusant l'entreprise de violer les règles de retransmission. Pendant plusieurs années, une procédure pénale a été engagée contre StarNet. Le 22 octobre 2017, à Chisinau, un incendie a éclaté sur l'un des nœuds centraux de « StarNet ». L'entreprise a déclaré avoir subi un préjudice d'environ 430.000 euros.²⁴

Le 23 février 2019, Alexandru Machedon a déclaré que lui, ainsi que ses enfants, sa femme et ses proches, avaient été « empoisonnés avec un mélange de métaux toxiques, dont le mercure ». Il pense que les autorités y sont pour quelque chose. M. Machedon a signalé que sa famille et lui-même ont commencé à se sentir malades dès 2016 et 2017. M. Machedon a publié les résultats des analyses d'août 2017, selon lesquelles lui et les membres de sa famille avaient des taux de mercure dans leur sang plusieurs fois supérieurs à la norme²⁵.

Les chefs de l'opposition Maya Sandu (Parti action et solidarité) et Andrei Nastase (le parti Plateforme dignité et vérité) ont signalé le même problème plus tôt, le 22 février 2019. Selon les résultats des analyses de septembre 2017 et décembre 2018, le taux de mercure dans le sang de Nastase était plus de 4 fois supérieur à la norme. Les analyses de Sandu pour janvier 2018 ont montré que les niveaux de mercure ont plus que doublé par rapport à la norme. Sandu et Nastase ont noté que le traitement à long terme n'avait pas permis de remédier à la situation et ont exprimé des soupçons quant à leur empoisonnement, auquel les autorités pourraient être impliquées²⁶.

Domnica Manole – juge à la Chambre d'appel de Chisinau. Le 14 avril 2016, elle a reconnu comme illégale la décision de la CEC de nier la tenue d'un référendum sur les amendements à la Constitution. Le 31 mai 2016, une procédure pénale a été engagée contre la juge pour « décision injuste » (article 307, alinéa 1 du Code pénal). Manole affirme être persécutée pour avoir rendu une décision qui ne convenait pas aux autorités.

Le chef du Conseil supérieur de la magistrature a déclaré que les arguments du Procureur général soulevaient « des soupçons raisonnables quant aux mauvaises intentions de la juge Manole » lors de la décision sur le référendum. Le 4 juillet 2017, le Conseil supérieur de la magistrature a démis Manole de ses fonctions. 22 ONG moldaves se sont déclarées préoccupées par cette décision.²⁷

Le 5 décembre 2017, en réponse à une plainte de Domnica Manole, la Cour constitutionnelle de la Moldavie a déclaré inconstitutionnelles les normes de la législation sur la base desquelles elle avait été démise de ses fonctions de juge.²⁸

En avril 2018, l'affaire Manole a été portée devant le tribunal. Le 19 novembre 2018, la Cour suprême de justice de la Moldavie a rejeté la demande de réintégration de Manole.

Le 22 novembre 2017, lors d'une réunion avec Domnica Manole, le chef de la délégation de l'UE en Moldavie, Peter Michalko, a évoqué les problèmes de l'indépendance de la justice en Moldavie, ainsi que les détails des poursuites pénales engagées contre Manole.²⁹ Le 12 octobre 2018, 27 députés de l'APCE ont proposé d'adopter une résolution sur l'atteinte à l'indépendance des tribunaux en Pologne et en Moldavie. En particulier, ils ont noté l'influence de l'oligarchie Vladimir Plahotniuc sur les tribunaux

²⁴ <http://newsmaker.md/rus/novosti/klienty-starnet-ostalis-bez-interneta-iz-za-pozhara-na-odnom-iz-osnovnyh-internet-34223>

²⁵ <https://www.facebook.com/amachedon.starnet.md/posts/2307457232631816>

²⁶ <http://newsmaker.md/rus/novosti/sandu-i-nestase-pokazali-rtut-nm-publikuet-rezultaty-analizov-politikov-41925>

²⁷ <http://newsmaker.md/rus/novosti/npo-vystupili-protiv-snyatiya-s-dolzhnosti-sudi-domniki-manole-32327>

²⁸ <http://constcourt.md/libview.php?l=en&idc=7&id=1104&t=/Media/Noutati/Verification-of-judges-by-the-Security-and-Intelligence-Service-unconstitutional/>

²⁹ <https://www.facebook.com/photo.php?fbid=378184139283996&set=a.111103455992067.1073741828.100012772382874&type=3&theater>

moldaves, et ont également cité le cas de Manole comme un exemple de persécution politique des juges³⁰.

Le rapport 2018³¹ du département d'État américain et la résolution du Parlement européen sur la mise en œuvre de l'accord d'association de l'UE avec la Moldavie³² expriment des préoccupations au sujet du cas de Manole.

Le cas de Domnica Manole a été mentionné dans le rapport du Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des défenseurs des droits de l'homme comme exemple de poursuite de juges indépendants en Moldavie³³.

Veaceslav Turcan et **Maxim Belinschi** – sont avocats et dirigeants de l'organisation de défense des droits de l'homme « Ambassade des droits de l'homme » (anglais : Human Rights Embassy). En travaillant sur une affaire, ils ont découvert qu'un ancien policier, un juge et son épouse (une notaire) pouvaient être impliqués dans une fraude visant à détourner des biens (biens immobiliers). En 2015, les avocats ont demandé au parquet d'enquêter sur toutes les circonstances, mais l'affaire pénale a été classée à plusieurs reprises. De plus, peu de temps après, les avocats eux-mêmes sont devenus victimes de poursuites pénales.³⁴

Un ancien policier, soupçonné de fraude par les avocats, a déposé une plainte contre eux pour avoir « fourni de faux renseignements ». Le 23 décembre 2015, le parquet a engagé une procédure pénale contre Turcan et Belinschi en vertu de l'article 352 (1) du Code pénal (« Fausses affirmations dans les déclarations »). Actuellement, ils sont passibles d'une amende ou d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à un an. Selon Turcan, le 21 décembre 2016, le bureau du procureur a engagé une nouvelle procédure pénale contre lui et Belinschi en vertu du même article 352-1 du Code pénal.³⁵

Les accusés ont déclaré que l'affaire pénale était une tentative d'intimidation et de privation de l'habilitation à pratiquer le droit. Ils ont souligné que les autorités moldaves violaient le droit international, étant donné qu'un avocat ne peut être tenu pour responsable de la fourniture d'informations aux organes chargés de l'application des lois qu'il a reçues dans le cadre du processus de défense de son client³⁶. Les organisations de défense des droits de l'homme Amnesty International³⁷ et L'Ambassade des droits de l'homme³⁸, ainsi que l'Union des avocats de Moldavie³⁹ ont pris la parole pour défendre Turcan et Belinschi.

Veaceslav Turcan et Maxim Belinschi ont demandé à la Cour constitutionnelle de Moldavie des éclaircissements sur la question de savoir si les avocats pouvaient être tenus pénalement responsables des « fausses affirmations dans les déclarations ». Le tribunal a expliqué que les avocats ne pouvaient pas faire l'objet d'accusations en vertu de cet article⁴⁰. Toutefois, les poursuites pénales contre les avocats continuent.

³⁰ <http://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-DocDetails-EN.asp?fileid=25177&lang=EN&search=dHlwZV9zdHJfZW46Ik1vdGlvb2I3BmB3JgYSByZXNvbHV0aW9uUlg==>

³¹ <https://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm#wrapper>

³² http://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-8-2018-0458_EN.html

³³ <https://undocs.org/pdf?symbol=en/A/HRC/40/60/ADD.3>

³⁴ <http://www.ipn.md/ru/societate/79576>

³⁵ <http://www.pana-defenders.info/index.php/ru/monitoring/dela-protiv-pravozashchitnikov-aktivistov-v-sudakh/item/260-advmold2017feb>

³⁶ <https://www.youtube.com/watch?v=PS4KgL3Nzr0>

³⁷ <http://amnesty.md/en/media/cerem-standarde-transparente-si-echitabile-pentru-avocatii-din-moldova/>

³⁸ <http://www.osce.org/ru/odihr/267076?download=true>

³⁹ <https://en.crimemoldova.com/news/social/state-officials-accused-of-abusing-lawyers/>

⁴⁰ <http://newsmaker.md/rus/novosti/unizit-arestovat-pokonchit-s-nim-kak-v-moldove-zapugivayut-neugodnyh-advokatov-pya-41838>

Alexei Alexeev – conducteur de la voiture qui a livré l'équipement d'amplification du son pour l'action de protestation du 17 Septembre 2017, organisée par les partis « Plate-forme dignité et vérité » (dirigé par Andrei Năstase) et « Action et solidarité » (dirigé par Maya Sandu).⁴¹ Ce jour-là, environ 4 000 personnes se sont rassemblées près du bâtiment du Parlement pour demander l'annulation des amendements à la législation sur les élections et pour imposer des sanctions contre Plahotniuc et son entourage.

Alexei Alexeev a été accusé « d'usage de menaces ou de violence contre un agent public » (article 349 du Code pénal). Selon les organes d'enquête, il a percuté le cordon de police et blessé plusieurs policiers. **Cependant, les enregistrements vidéo contredisent cette accusation.** La vidéo montre les manifestants en train de laisser passer la voiture. Les policiers étaient sur le chemin de la voiture et ont exigé qu'elle s'arrête. La voiture s'est approchée des policiers et s'est arrêtée. Après cela, les gens ont commencé à se rassembler autour de la voiture, et les manifestants et les policiers ont commencé à se pousser les uns les autres.⁴² Selon la représentante de Transparency International Moldova, Janina Spinea, la police a pulvérisé des gaz lacrymogènes, ce qui a causé des blessures chez deux femmes.⁴³

L'avocat Yulian Rusakovski affirme que l'affaire Alexeev concerne cinq policiers blessés ; *« quatre d'entre eux n'ont aucun bleu, rien, et le cinquième a subi une blessure qui ne constitue pas un danger pour sa vie ».*⁴⁴

Plusieurs ONG moldaves (dont le Centre des ressources juridiques de la Moldavie, l'Institut de politique publique, Promo-LEX, Transparency International Moldova, etc.) ont fait des déclarations en défense d'Alexeev et ont déclaré que les accusations pénales portées contre lui étaient « déraisonnables et visaient à intimider des citoyens ».⁴⁵

Le 20 septembre 2017, Alexeev a été arrêté pour 30 jours. Pourtant, le 26 septembre 2017, la mesure de contrainte a été remplacée par l'assignation à résidence. Il risque de quatre à huit ans d'emprisonnement.

Dans une déclaration écrite, 31 membres de l'APCE de 18 pays ont qualifié le cas d' Alexeev « d'un des exemples d'oppression des militants civils en Moldavie ». ⁴⁶ Des membres du Parlement européen, Igor Šoltés et Helmut Scholz, ont également pris la parole pour défendre Alexeev.⁴⁷

Alexander Raichuk – activiste civil de la ville de Bălți. Le 9 mars 2017, trois procédures pénales ont été engagées simultanément contre lui pour hooliganisme (article 287 du Code pénal de la République de Moldavie). Selon le Bureau du Procureur, en février 2017, Raichuk a commis les actes suivants : il a enregistré une séquence vidéo d'un directeur d'école qui aurait été impliqué dans des exactions illégales pour des manuels scolaires ; il a tenté d'entrer dans une salle de tribunal pour une audience publique ; il a filmé une audience avec une caméra vidéo et a posé des questions « provocatrices » à un juge du tribunal de Bălți. Auparavant, en octobre 2016, une procédure pénale avait été engagée contre Raichuk pour enregistrement vidéo dans le département cadastral de la ville de Bălți. Dans le cadre des poursuites pénales, Alexander Raichuk a passé trois mois en détention⁴⁸. Raichuk risque l'emprisonnement.

⁴¹ <http://p.dw.com/p/2k8aZ>

⁴² <https://www.youtube.com/watch?v=CFZG9JMDIPQ&app=desktop>;

⁴³ https://deschide.md/ru/russian_news/social_ru/18462/Ряд-НПО-подписали-Заявление-с-призывом-освободить-Алексея-Алексеева.htm

⁴⁴ <http://moldnews.md/rus/news/88302>

⁴⁵ <https://www.facebook.com/amachedon.starnet.md/posts/1631774753533404>

⁴⁶ <http://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-DocDetails-EN.asp?FileID=24224&Lang=EN>

⁴⁷ <https://www.facebook.com/100008439937369/videos/1819576895000291/>; <https://www.facebook.com/100008439937369/videos/1819577791666868/>

⁴⁸ <https://ru.crimemoldova.com/news/rassledovaniya/kak-grazhdanskaya-aktivnost-stala-prestupleniem-v-respublike-moldova/>

Serghei Cebotari – membre de la « Plate-forme dignité et vérité » et ancien chef du service de contrôle financier de l'entreprise d'État « La Poste moldave ».

Selon Cebotari, le 11 novembre 2012, il a informé l'administration de la « Poste moldave » que, sous couvert de colis contenant des livres et des cosmétiques, la « Poste moldave » envoyait quotidiennement des médicaments anabolisants aux pays de l'UE et aux États-Unis. Cebotari a souligné que pendant plusieurs années, le parquet et d'autres instances de l'État ont refusé de répondre aux informations qu'il avait obtenues sur la corruption.

En avril 2016, Cebotari a réussi à publier sa déclaration dans certains médias. Il a déclaré que la direction de l'entreprise, le service des douanes, le député Yevgeniy Nikiforchuk, ainsi que le filleul de Vladimir Plahotniuc, Dorin Damir, ont été impliqués dans le système au sein de la « Poste moldave ».⁴⁹

Suite à la publication de ces informations, trois procédures pénales ont été engagées contre Serghei Cebotari. Les autorités moldaves l'ont accusé d'actes illégaux alors qu'il occupait le poste de directeur de l'entreprise agricole SERCONLUX-Group :

- Le 12 juillet 2016, une procédure pénale a été engagée pour utilisation de travail forcé (article 168 du Code pénal). Selon les organismes d'enquête, en 2011-2014, Cebotari « n'a pas payé la main-d'œuvre salariée ». Ce n'est que le 30 juin 2016 que les employés ont déposé une plainte appropriée.
- Le 8 août 2016, une procédure pénale a été ouverte pour fraude (article 190 du CC). Les organismes d'enquête affirment que « par fraude, l'accusé a acquis illégalement des biens appartenant à une autre personne (machines agricoles) ».

Selon Cebotari, les enquêteurs ne l'ont jamais convoqué pour l'interroger. Il n'a pris connaissance de son statut qu'après le transfert des deux affaires au tribunal, le 29 novembre 2016. Les avocats ont noté que, lors du procès, l'une des victimes a déclaré que « *le policier du district les a forcées à signer un témoignage* ».

Le 10 octobre 2016, une procédure pénale a été engagée pour « fraude fiscale » (article 244 du CC). Cebotari affirme que ces accusations sont fausses.

Cebotari a été arrêté le 29 juillet 2016 alors qu'il se rendait à la réunion de la commission spéciale du Parlement moldave afin de témoigner contre la contrebande à la « Poste moldave ». La Commission parlementaire a confirmé les informations de Cebotari sur l'existence du système criminel et a demandé la révocation du Ministre des finances, du Ministre des technologies de l'information, ainsi que des chefs du Service des douanes et de la « Poste moldave ».⁵⁰

Cebotari a été placé en détention, mais le 10 août 2016, la Cour d'appel l'a libéré.⁵¹

Cebotari affirme qu'il a fait l'objet de poursuites judiciaires car ses déclarations concernant la contrebande au sein de la « Poste moldave » vont à l'encontre des intérêts de Plahotniuc et de son entourage.

Le 20 mars 2019, le tribunal municipal d'Ungheni a condamné Serghei Cebotari à 8 ans de prison pour recours au travail forcé (article 168 du CC) et fraude (article 190 du CC). Il est à noter que le juge qui a présidé le procès a démissionné deux jours après le prononcé du verdict.⁵²

⁴⁹ <http://actualitati.md/ru/vnutrennyaya-politika/plahotnyuk-ispolzuet-gospredpriyatie-pochta-moldovy-dlya-kontrabandy/>

<http://www.jurnal.md/ru/social/2016/4/5/rassledovanie-ezednevno-cherz-poctu-moldovy-v-es-i-ssa-otpravialis-posylki-s-zapresennymi-vesestvami/>

⁵⁰ <http://www.jurnal.md/ru/social/2016/10/13/sledstvennaa-komissia-podtverzdaet-anaboliki-otpravialis-za-granicu-cherz-poctu-moldovy-shemu-podderzivali-pravitel-stvo-i-tamozna-a-postavki-prodolzalis-i-v-period-rassledovania-dokument/>

⁵¹ <https://ru.crimemoldova.com/news/rassledovaniya/sergey-chebotar-osvobozhden-iz-pod-aresta/>

⁵² <http://nokta.md/%D1%81%D1%83%D0%B4%D1%8C%D1%8F-%D0%BA%D0%BE%D1%82%D0%BE%D1%80%D1%8B%D0%B9-%D0%BF%D1%80%D0%B8%D0%B3%D0%BE%D0%B2%D0%BE%D1%80%D0%B8%D0%BB-%D0%BA-8-%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%B0%D0%BC-%D1%82%D1%8E%D1%80%D0%B5/>

La défense de Cebotari a fait appel contre le verdict. Les avocats insistent sur le fait que la sévérité de la peine ne correspond pas à la gravité du « crime » allégué. Selon la législation moldave, la responsabilité pénale ne peut être engagée que pour l'exploitation au travail, ce qui implique l'utilisation de méthodes d'influence interdites. En même temps, selon l'enquête, la faute de Cebotari est que sa société n'aurait pas payé la main-d'œuvre salariée. Les preuves de travail forcé n'ont pas été présentées au tribunal.

En ce qui concerne les allégations de fraude, la défense insiste également sur le fait qu'elles ne sont pas fondées. Les machines agricoles, que Cebotari aurait illégalement acquises de Robu Nichifor, n'appartenaient pas à ce dernier.

La nature politique possible des poursuites pénales contre Serghei Cebotari a été annoncée par des députés du Parlement européen et de l'APCE, ainsi que par des membres du Parlement polonais. Actuellement, Serghei Cebotari demeure en dehors de la Moldavie. Il y a un risque que les autorités l'inscrivent sur la liste internationale des personnes recherchées.

Gheorghe Petic – membre de la « Plate-forme dignité et vérité ». Il se trouve à la tête de l'organisation territoriale du parti dans la ville d'Ungheni. Pendant plus de 20 ans, Petic a travaillé dans la police des frontières moldave. Il a quitté le service en 2016.

En juillet 2018, Petic a publié un message vidéo sur sa page Facebook, dans lequel il a dit qu'il était au courant d'un plan de contrebande de cigarettes à travers la frontière moldo-roumaine. Il a accusé les dirigeants de la police des frontières moldave et roumaine d'organiser un système de contrebande.

Peu après, deux affaires pénales ont été ouvertes contre Gheorghe Petic.

Il a été informé de la première affaire pénale au début du mois de septembre 2018⁵³. Gheorghe Petic a été accusé de « hooliganisme malveillant » (article 287 du Code pénal de Moldavie) avec utilisation d'armes, qu'il aurait commis en 2004. Petic affirme que l'incident s'est en réalité produit en 2003. Au moment de ces événements, sa famille a été menacée et il a été contraint de recourir à la légitime défense. Selon Gheorghe Petic, les enquêteurs ont modifié l'année de l'incident pour que le délai de prescription pour les crimes graves, qui est de 15 ans en Moldavie, n'expire pas.

Le 12 octobre 2018, la police a reçu un rapport selon lequel Gheorghe Petic aurait commis un viol. Le même jour, il a été arrêté. Il a été poursuivi en vertu de l'article 171 du Code pénal de la République de Moldavie (« viol »). La police a déclaré que l'interrogatoire avait confirmé un contact sexuel entre le suspect et la plaignante⁵⁴. Le 15 octobre 2018, Gheorghe Petic a été arrêté.

Le procès dans l'affaire Gheorghe Petic s'est tenu à huis clos. La victime présumée du viol a témoigné devant le tribunal en l'absence de Petic, il n'a donc pas eu l'occasion de lui poser des questions. Gheorghe Petic a refusé de plaider coupable et a qualifié l'affaire de fabriquée⁵⁵.

Le 20 mars 2019, le tribunal d'Orhei a déclaré Gheorghe Petic coupable de viol et l'a condamné à 3,5 ans de prison. Pour l'instant, le procès pour hooliganisme se poursuit.

Lors des élections législatives de 2019, le bloc d'opposition ACUM a inscrit Petic sur sa liste électorale sous le numéro 33. La Plate-forme dignité et vérité considère son cas comme motivé politiquement.

Le cas de Gheorghe Petic est mentionné dans le rapport 2018 du Département d'Etat américain sur la situation des droits de l'homme en Moldavie⁵⁶.

⁵³ <https://point.md/ru/novosti/proisshestviya/vozbuzhdeno-delo-na-ofitsera-pogranichnika-raskryvshego-kontrabandnye-skhemy-na-granitse>

⁵⁴ <http://politia.md/ro/content/audio-comunicat-de-presa>

⁵⁵ https://www.facebook.com/story.php?story_fbid=248125759451172&id=100027612481510

⁵⁶ <https://www.state.gov/documents/organization/289403.pdf>

Gheorghe Balan est juge au tribunal de Chisinau dans le quartier de Botanica et ancien candidat au poste de député du bloc d'opposition ACUM. Gheorghe Balan est connu pour sa déclaration audacieuse sur la saisie du système judiciaire en Moldavie par les autorités, qu'il a faite en mars 2017 lors de l'Assemblée générale des juges. « *Dans notre État de droit, on peut être arrêté ou relâché selon les caprices personnels de quelqu'un qui a presque atteint la démence. Ne remarquons-nous pas que la Moldavie est en train de devenir un état mafieux ?* »⁵⁷ – a dit le juge.

En 2017, Balan s'est porté candidat au poste de membre du Conseil supérieur de la magistrature. Il avait également l'intention de participer aux élections législatives qui se tiendront en février 2019. Toutefois, le Conseil supérieur de la magistrature a refusé de le suspendre dans ses fonctions de juge pour la durée de la campagne électorale⁵⁸.

En 2018 et 2019, le Conseil supérieur de la magistrature a adopté deux décisions sur la démission de M. Balan du poste de juge :

- Le 20 avril 2018, le Comité de discipline du Conseil supérieur de la magistrature a recommandé au Conseil de démettre Balan de ses fonctions de juge à la suite d'une plainte déposée par les autorités du village Puhăceni contre lui. La plainte a été déposée après que le juge a soutenu les habitants de Puhăceni, qui s'opposaient à l'ouverture de carrières de sable dans le village. Les résidents se sont plaints que l'exploitation des carrières nuit à l'environnement et à la collectivité. Gheorghe Balan a intenté plusieurs actions en justice contre les autorités du village et les aurait menacées de poursuites pénales⁵⁹. Le Bureau du Procureur général a confirmé l'illégalité de l'activité de l'une des sociétés qui avaient l'intention d'extraire du sable dans le village de Puhăceni⁶⁰.
- Le 18 janvier 2019, le Comité de discipline du Conseil supérieur de la magistrature a décidé de démettre Balan de ses fonctions de juge⁶¹. Selon le Conseil, Balan a prononcé deux condamnations illégales (amende au lieu d'emprisonnement), qui ont été annulées par la Chambre d'appel.

Gheorghe Balan conteste⁶² ces décisions et continue formellement à être juge. Il affirme que la raison de sa destitution est la dureté de ses propos sur la situation au sein du système judiciaire moldave.

Le cas de Gheorghe Balan a été mentionné dans le rapport du Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des défenseurs des droits de l'homme comme un exemple de poursuite de juges indépendants en Moldavie⁶³.

Ruslan Verbițchi est un militant civique et membre du parti d'opposition « Plate-forme dignité et vérité », qui a participé aux élections législatives de février 2019 en tant que candidat du bloc électoral ACUM. Verbițchi est connu pour sa participation à l'action de protestation près du Parlement moldave le 20 janvier 2016. Dans le cadre de sa participation à l'action, une procédure pénale a été engagée contre lui et 12 autres personnes accusées de « troubles de masse » (art. 285 du Code pénal)⁶⁴.

⁵⁷ <http://newsmaker.md/rus/novosti/ne-sudite-pochemu-eks-kandidatu-acum-ne-udalos-obzhalovat-reshenie-ob-otstavke-s-p-43142>;

<http://agora.md/stiri/28977/video--magistrat-justitia-din-rm-s-a-transformat-intr-o-stana--csm-este-ciobanul-iar-cna--mai-si-sis-sunt-paznicii>

⁵⁸ <http://tv8.md/2018/12/18/judecatorul-gheorghe-balan-a-cerut-sa-fie-suspendat-din-functie-in-perioada-campaniei-electorale-iar-csm-i-a-refuzat-cererea/>

⁵⁹ <https://www.zdg.md/ru/?p=18888>

⁶⁰ <http://newsmaker.md/rus/novosti/kto-sleduyushchiy-za-cto-distsiplinarnaya-kollegiya-rekomenduet-uvolit-sudyu-geor-37040>

⁶¹ https://www.csm.md/files/Hotarirele_CDisciplinar/2019/Sesizari/1-1.pdf

⁶² http://jurisprudenta.csi.md/search_cont_csm.php?id=214

⁶³ <https://undocs.org/pdf?symbol=en/A/HRC/40/60/ADD.3>

⁶⁴ <https://en.odfoundation.eu/a/8188,the-captured-state-politically-motivated-prosecution-in-moldova-and-usurpation-of-power-by-vladimir-plahotniuc>

Le 22 août 2018, Ruslan Verbițchi a été arrêté au poste frontière ukrainien alors qu'il tentait d'entrer sur le territoire de l'Ukraine. La fouille du véhicule de Verbițchi a révélé plusieurs douzaines de cartouches pour fusil d'assaut Kalachnikov. Verbițchi affirme que les munitions ont été placées là à son insu en Moldavie, alors que sa voiture n'était pas surveillée⁶⁵. Il est à noter que la détention a eu lieu quelques jours avant la grande action de protestation de la Plate-forme dignité et vérité. Verbițchi était l'un des organisateurs de l'action.

Le 23 août 2018, Ruslan Verbițchi a été assigné à résidence par décision du tribunal ukrainien. Toutefois, plus tard, il a été autorisé à retourner en Moldavie pour y attendre le procès. Une procédure pénale a été engagée contre Ruslan Verbițchi pour « acquisition et stockage de munitions » (article 263 du Code pénal ukrainien).

Alexandru Bernaz est avocat. En octobre 2018, Bernaz a indiqué que le Bureau du Procureur moldave avait repris une procédure pénale contre lui, dans laquelle il avait été acquitté en 2015. A cette époque, Bernaz a été inculpé dans une affaire pénale engagée contre son client. Il a été accusé de complicité dans un vol d'actions.

En 2015, les charges contre Bernaz ont été abandonnées après qu'il eut pu contester la décision de le traduire en justice. Le tribunal a jugé l'ordonnance illégale. En mars 2018, Bernaz a intenté une action en dommages-intérêts contre le Bureau du Procureur en relation avec les poursuites pénales illégales. En juillet 2018, la Cour a ordonné qu'il soit indemnisé du préjudice moral et matériel subi. Cette décision a été confirmée par la Cour d'appel en septembre 2018.

Quelques jours plus tard, le Bureau du Procureur a repris les anciennes poursuites pénales contre Alexandru Bernaz. En même temps, la décision de la cour relative à la réparation du préjudice matériel et moral en faveur de l'avocat ayant fait l'objet de poursuites pénales illégales est déjà entrée en vigueur.

Alexandru Bernaz est avocat de l'homme d'affaires moldave Veaceslav Platon. L'avocat affirme que le seul nouvel aspect qui apparaît dans l'ordonnance le faisant comparaître en tant qu'accusé dans l'affaire pénale est le nom de Veaceslav Platon⁶⁶.

Ion Crețu est l'avocat de l'homme d'affaires moldave Veaceslav Platon.

En juillet 2018, le tribunal de Criuleni l'a condamné par contumace à 6 ans de prison. Il a été reconnu coupable de « trafic d'influence » (art. 326 du Code pénal). L'affaire pénale a été ouverte en 2014. Crețu aurait reçu un pot-de-vin d'environ 15700 euros de son client et lui aurait promis de l'aider à classer l'affaire pénale en échange de l'argent. L'avocat a déclaré que l'argent constituait ses honoraires de travail et, à titre de preuve, a présenté au tribunal un contrat qu'il avait conclu avec son client⁶⁷.

Ion Crețu considère le verdict comme politiquement motivé et lié à la protection de l'homme d'affaires Veaceslav Platon. L'avocat a déclaré qu'il a commencé à recevoir des menaces d'arrestation après qu'un film sur le vol d'un milliard de dollars du système bancaire de la Moldavie a été publié sur la page Facebook de Veaceslav Platon en septembre 2017. Par la suite, son dossier criminel a commencé à se développer plus rapidement. Quand Ion Crețu a appris que son arrestation était imminente, il a quitté le territoire de la Moldavie⁶⁸. Crețu risque maintenant d'être placé sur la liste internationale des personnes recherchées par Interpol.

⁶⁵ <https://www.zdg.md/ru/?p=20472>

⁶⁶ <http://newsmaker.md/rus/novosti/unizit-arestovat-pokonchit-s-nim-kak-v-moldove-zapugivayut-neugodnyh-advokatov-pya-41838>

⁶⁷ <http://newsmaker.md/rus/novosti/zashchita-bit-a-advokata-vyacheslava-platona-prigovorili-k-shesti-godam-tyurmy-38238>

⁶⁸ <http://newsmaker.md/rus/novosti/unizit-arestovat-pokonchit-s-nim-kak-v-moldove-zapugivayut-neugodnyh-advokatov-pya-41838>

3. LE CAS DE LA FONDATION OPEN DIALOGUE ET DE LYUDMYLA KOZLOVSKA

En juillet 2018, la Commission européenne a suspendu la décision d'accorder une aide financière de 100 millions d'euros à la Moldavie. Il s'agissait d'une réaction à l'annulation des résultats des élections municipales à Chisinau⁶⁹. L'élection a été remportée par le candidat de l'opposition Andrei Nastase. L'opinion publique internationale a perçu l'annulation des résultats des élections comme une violation des normes démocratiques et de l'État de droit⁷⁰.

Selon les autorités moldaves, les critiques internationales et la décision de la Commission européenne sont la conséquence de l'activité subversive de la Fondation Open Dialogue et des hommes et femmes politiques moldaves de l'opposition qui coopèrent avec l'organisation. Cette « activité subversive » consiste en une évaluation critique des actions des autorités moldaves, que la Fondation Open Dialogue a exprimées au Parlement européen, à l'APCE, à l'OSCE et à d'autres plateformes internationales.

Le 23 août 2018, une interview du chef du Parti démocrate de Moldavie, Vladimir Plahotniuc, a été publiée, dans laquelle il a déclaré qu'il existait des preuves de liens entre les partis moldaves d'opposition et les « groupes oligarchiques et les services de sécurité russes ». Plahotniuc a également mentionné Lyudmyla Kozlovskia, déclarant qu'elle avait été intensément engagée dans le noircissement de la République de Moldavie en Europe⁷¹.

Le 19 septembre 2018, un groupe de députés du Parti démocrate a demandé au Bureau du Procureur général d'enquêter sur les liens possibles entre les partis d'opposition « Parti de la plate-forme dignité et vérité » (DA) et « Parti action et solidarité » (PAS) et Lyudmyla Kozlovskia. Le 4 octobre 2018, à l'initiative du Parti démocrate, une commission a été créée au Parlement pour enquêter sur l'ingérence de la Fondation Open Dialogue et de Lyudmyla Kozlovskia dans les affaires intérieures de la Moldavie.

Le 16 novembre 2019, le Parlement moldave a adopté le rapport de la commission d'enquête sur les circonstances de l'ingérence de la Fondation Open Dialogue et de sa fondatrice, Lyudmyla Kozlovskia, dans les affaires intérieures de la République de Moldavie et sur le financement de certains partis politiques en République de Moldavie. La décision du Parlement déclare que « *l'ODF et Lyudmyla Kozlovskia (...) ont mené à bien de nombreuses actions qui ont conduit à une aggravation des relations entre les organisations et les hommes politiques européens avec les organisations et les dirigeants de la République de Moldavie* »⁷².

Le contenu de la résolution du Parlement ressemble à un document de l'époque soviétique sur la « lutte contre les parasites » plutôt qu'à un acte juridique. Elle affirme que les activités de lobbying de la Fondation Open Dialogue et de Lyudmyla Kozlovskia ont eu pour résultat, entre autres :

- « *l'initiation d'une résolution des membres de l'APCE en janvier 2018 sur la préservation des droits civils en Pologne, en Moldavie et en Ukraine* » ;
- « *l'appel du Président de la Commission de la démocratie, des droits de l'homme et des questions humanitaires de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, Jose Ignacio Sánchez Amor, à la République de Moldavie et au Kazakhstan en février 2018, sur des questions fallacieuses liées aux poursuites pénales engagées contre Anna Ursachi, Eduard Rudenko, Domnica Manole et Dorin Munteanu par les forces de police* » ;
- « *le lobbying pour la suspension de l'aide macro financière de l'Union européenne à la République de Moldavie* » ;

⁶⁹ <https://www.reuters.com/article/us-moldova-protests-eu/eu-freezes-aid-to-moldova-as-row-over-mayoral-election-festers-idUSKBN1JU2G7>

⁷⁰ <http://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20180621IPRO6306/moldova-key-meps-react-to-the-chisinau-court-decision-on-local-elections>; https://www.coe.int/en/web/congress/presidency/-/asset_publisher/XKZo3826TCuM/content/congress-president-expresses-concern-after-the-invalidation-of-the-elections-in-chisinau?inheritRedirect=false; https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/47472/statement-hrvp-mogherini-and-commissioner-hahn-invalidation-mayoral-elections-chisinau_en; <https://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2018/06/283586.htm>

⁷¹ <http://www.ipn.md/ro/special/93150>

⁷² <http://lex.justice.md/index.php?action=view&view=doc&lang=2&id=378062>

- « *l'approbation de la résolution du Parlement européen sur le renforcement de la position vis-à-vis de la République de Moldavie et de ses institutions, le 14 novembre 2018* ».

Le Parlement a recommandé aux forces de l'ordre moldaves de qualifier d'illégales les activités de la Fondation Open Dialogue et de ses associés.

Le rapport de la commission parlementaire a été publié le 17 décembre 2018⁷³. **Il s'est avéré que le texte du rapport a été préparé sur la base de fausses nouvelles, qui ont paru à différents moments dans les médias pro-gouvernementaux et sur les pages de ressources Internet douteuses. Le rapport fait également largement appel à la technique de déformation de l'information et à la communication de données fausses.**

Par exemple, le rapport de la commission d'enquête note que le Service de sécurité de l'Ukraine (SBU) a ouvert une procédure pénale contre Lyudmyla Kozlovska pour « haute trahison », « atteinte à l'intégrité territoriale de l'Ukraine » et « fraude ». Toutefois, les autorités moldaves n'ont pas reçu cette information des forces de l'ordre ukrainiennes, mais l'ont trouvée dans de fausses nouvelles. **En novembre 2018, la Fondation Open Dialogue a reçu une réponse officielle du SBU selon laquelle Lyudmyla Kozlovska n'était pas défenderesse dans l'affaire pénale.**

Sur la base du rapport de la commission parlementaire, le Bureau du procureur moldave chargé des affaires spéciales et de la lutte contre la criminalité organisée a ouvert une procédure pénale pour « blanchiment d'argent » (article 243), « espionnage » (article 338) et « financement illégal de partis » (article 181)⁷⁴. Lyudmyla Kozlovska est suspectée dans une affaire criminelle.

Le 22 janvier 2019, l'avocat de Lyudmyla Kozlovska a fait appel auprès du Bureau du procureur moldave en lui demandant de présenter les pièces du dossier pénal. Toutefois, le 28 janvier 2019, le Bureau du Procureur a refusé de fournir ces documents au motif que Lyudmyla Kozlovska et son avocat n'étaient pas impliqués dans cette affaire. De telles actions du Bureau du procureur constituent une violation directe du droit à la défense, puisque les documents envoyés par le Bureau du Procureur moldave à la Belgique indiquent que Lyudmyla Kozlovska est suspectée dans une affaire pénale.

Il y a des raisons de croire que les autorités moldaves ont milité pour la publication d'articles payants contre la Fondation dans la presse étrangère. Le 21 avril 2019, la branche écossaise du journal The Sunday Times a publié trois articles simultanément ; ils présentaient les résultats de l'enquête menée par la commission d'enquête du parlement moldave. Le fait qu'ils ont tous été publiés non seulement le même jour, mais aussi au même moment, à la minute près, peut indiquer qu'il s'agissait d'articles payés⁷⁵. Les trois documents ont été écrits par les co-auteurs Jordan Ryan et Carlos Alba. Ce dernier n'est pas journaliste, il est propriétaire d'une agence de relations publiques.

Après la parution des publications du Sunday Times dans les médias pro-gouvernementaux moldave⁷⁶ et polonais⁷⁷, des documents qui rendaient compte de « l'enquête menée par l'édition britannique » sur les activités de la Fondation Open Dialogue ont commencé à paraître. Ainsi, les conclusions du rapport parlementaire ont été présentées comme une enquête menée par un média occidental influent. Les autorités polonaises ont utilisé « l'enquête » du parlement moldave et les publications du Sunday Times dans une nouvelle vague d'attaques diffamatoires contre la Fondation Open Dialogue. Le rapport du Parlement moldave a été examiné lors des réunions de deux commissions du Sejm polonais, et les représentants du parti au pouvoir « Droit et justice » ont appelé à interdire la Fondation Open Dialogue.

⁷³ <http://www.parlament.md/LinkClick.aspx?fileticket=8RaDVRzX%2fBY%3d&tabid=86&mid=488&language=ro-RO>

⁷⁴ https://ru.publika.md/pbopod-povtorno-vyzvala-na-dopros-glavu-open-dialog_2173848.html

⁷⁵ <https://www.thetimes.co.uk/edition/scotland/an-edinburgh-flat-a-human-rights-activist-and-the-oligarchs-dirty-money-vzs9htpnt> ;
<https://www.thetimes.co.uk/edition/scotland/scots-firms-in-26m-laundering-link-to-putin-p9zsjghsn> ;
<https://www.thetimes.co.uk/edition/news/british-firms-linked-to-dirty-money-used-against-putin-opponents-z7sczkxtz>

⁷⁶ https://www.publika.md/o-prestigioasa-publicatie-britanica-dezvaluie-schemele-lui-platon-a-folosit-firme-offshore-din-scotia-ca-sa-o-plateasca-pe-kozlovska_3040486.html?fbclid=IwAR3y4D_vl2RBEg2H3VrMU-OZBHNokXlPfyBRPPmPAJWPE0xHeKY-y1ELLMk#ixzz5lo9o92a9

⁷⁷ http://auslandsdienst.pl/3/25/Artykul/417023,Woher-kommen-die-Gelder-der-Open-Dialogue-Foundation-?fbclid=IwAR0hKpBB_bi-zK5biYhNKfo3hTQHzxf3IF9N-N1GPsk0MKoa5EDpx64Zl4s

Selon des informations émanant de médias moldaves indépendants de l'opposition, la Pologne était censée coopérer avec la diplomatie et les services de ce pays, en soutenant le travail de la commission d'enquête locale. Cependant, officiellement, les autorités polonaises se sont distancées de la politique et des activités menées par le gouvernement moldave⁷⁸.

Outre Lyudmyla Kozlovska, contre laquelle les autorités moldaves ont engagé une procédure pénale sur la base des conclusions de la commission d'enquête parlementaire, d'autres personnes dont le nom est mentionné dans le rapport, à savoir : Ana Ursachi, Eduard Rudenco, Alexandru Machedon, Domnica Manole, Alexei Alexeev, Sergiu Cebotari et d'autres militants pourraient également être persécutés.

4. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

La Moldavie est en train de devenir rapidement un foyer d'instabilité, de corruption et d'anarchie dans la région. Les observateurs internationaux ont noté une baisse du niveau de la démocratie, de la liberté des médias et de la liberté d'association, ainsi qu'une attaque contre la société civile. Un cercle restreint de personnes au pouvoir se sert de l'État pour s'enrichir et se venger de leurs opposants politiques.

La Fondation Open Dialogue invite la Commission européenne à prendre des mesures décisives en cas de manquement de la Moldavie à ses obligations en matière de droits de l'homme. Nous considérons qu'il est nécessaire de :

- soutenir les demandes de la Plate-forme nationale moldave du Forum de la société civile du Partenariat oriental⁷⁹. En particulier – mener une enquête indépendante sur la fraude bancaire d'un milliard de dollars US ; appliquer des sanctions contre les coupables d'usurpation du pouvoir de l'Etat en République de Moldavie ; surveiller et réagir à la situation en Moldavie, élaborer et appliquer un document international de type Loi Magnitsky qui cible ceux au pouvoir qui utilisent des fonds illégaux pour entraver les processus démocratiques en Moldavie et ailleurs.
- étendre les sanctions financières sous la forme d'un refus d'accorder toute aide financière à la Moldavie si la situation dans le pays ne s'améliore pas dans le domaine des normes démocratiques et de l'État de droit.
- soulever la question de la révision de l'accord d'association entre la Moldavie et l'UE à la lumière du nombre croissant de cas de violation des principes démocratiques, des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans ce pays.
- exiger la cessation immédiate des poursuites pénales à motivation politique contre les représentants de l'opposition, les défenseurs des droits de l'homme, les journalistes et les juges en Moldavie.
- condamner la pratique des campagnes d'information diffamatoires contre les militants de la société civile, les défenseurs des droits de l'homme et les critiques des autorités.

⁷⁸ <https://en.odfoundation.eu/a/9238,bartosz-kramek-for-gazeta-wyborcza-pis-moldova-a-common-issue>

⁷⁹ <http://eap-csf.eu/wp-content/uploads/SC-Moldova-October-2018-1.pdf>